FÉDÉRATION DES FINANCES

FLASH INFOS

13 - 2017

Monsieur Darmanin reçoit une délégation de FO Finances

Des échanges directs, en attendant les décisions

Monsieur Darmanin, Ministre de l'Action et des Comptes Publics a reçu le mardi 6 juin 2017 une délégation de la Fédération des Finances FO.
Cette dernière était composée de Philippe Grasset, Secrétaire Général, Hélène Fauvel, Secrétaire Générale de FO DGFiP et Marie Jeanne Catala, Secrétaire Générale de l'USDouanes FO.

Cet échange d'une heure a surtout permis à notre délégation de développer ses attentes et revendications. Le temps de la décision ministérielle viendra ultérieurement.

FO Finances a pris acte de l'annonce du ministre, auprès des fédérations de fonctionnaires, d'ouvrir des « *assises de modernisation du service public* », mais a insisté pour qu'en parallèle s'ouvre à Bercy, enfin, un véritable débat sur les missions dans les différentes directions de son ministère.

Ce débat est indispensable, pour **FO Finances**, en préalable de toute évolution du niveau de l'emploi.
A moins de revenir à une politique strictement budgétaire de l'emploi public, il ne serait pas cohérent d'envisager de nouvelles suppressions d'emplois à Bercy dans le budget 2018, dans le seul but de mettre en œuvre l'engagement présidentiel de 120 000 suppressions d'agents publics.

FO Finances a rappelé que ces deux dernières années, les ministères de Bercy ont subi 60% des suppressions de la Fonction Publique de l'État et que 30 000 emplois ont disparu en 15 ans, avec un périmètre de missions élargi. Les services sont à l'os !

FO Finances est revenue sur le mauvais climat dans les services, lié aux conditions de travail dégradées du fait de la pénurie des effectifs et aux restructurations incessantes dans les deux principales directions de son ministère.
FO Finances a demandé un moratoire de ces restructurations, qui outre leur impact négatif sur les agents, font apparaître des déserts territoriaux en matière d'implantation des services publics économiques et financiers.

Le Ministre a confirmé sa volonté d'ouvrir un débat avec tous les acteurs (représentants du personnel, citoyens, administrations et collectivités locales) et de prendre le temps d'étudier ce qu' « on attend du service public », dans toutes ses composantes (missions, moyens et aménagement du territoire).
Aucun engagement sur l'emploi n'a été pris à ce stade.
A l'heure, où le recouvrement de l'impôt et le contrôle fiscal doivent être des priorités et où la sécurité et la lutte contre le terrorisme sont des enjeux majeurs, il est incompréhensible pour **FO Finances** de voir se poursuivre une politique tant à la DGFiP qu'à la DGDDI ayant pour conséquence la fermeture massive de services.

Quant aux restructurations en cours, en particulier à la DGDDI, **FO Finances** a insisté

pour le respect de la signature ministérielle sur le plan social d'accompagnement dans toutes ses composantes.

FO Finances a souhaité que l'incertitude sur la date de mise en œuvre du prélèvement à la source soit levée très rapidement, en rappelant son opposition à cette décision.

Le Ministre annonce que le premier Ministre dévoilerait la décision sur le devenir du PAS avant la fin de cette semaine.

FO Finances a rappelé que la DGDDI, dans sa « bi composante » (OP/CO-AG et Su) assurait des missions fiscales et de sécurité des personnes et des marchandises, sujet très sensible dans le contexte actuel et qu'il était essentiel qu'elle dispose de moyens à la hauteur des enjeux. Nous avons attiré l'attention du ministre sur le manque d'information dont nous disposons sur les "garde-frontières" alors même que Bruxelles débat sur leur budget de fonctionnement.

En matière de récolte, de communication et d'exploitation du renseignement, **FO Finances** a mis en exergue certaines carences auxquelles il est possible de palier par une politique volontariste.

FO Finances a souligné son exigence dans la poursuite d'une politique d'action sociale, de de sécurité et de santé au travail ambitieuse qui ne saurait être une variable d'ajustement budgétaire après deux années de baisse de ses crédits.

Tout en déplorant le manque d'ambition du dernier plan d'action ministériel pour l'égalité professionnelle, amputé de mesures favorables aux agents du fait du refus d'une signature des deux principales fédérations, **FO Finances** a demandé au ministre ses intentions en ce domaine, tout comme plus généralement sur la politique en matière de diversité et de lutte contre les discriminations

FO Finances a insisté pour que les ministres président, non seulement le Comité Technique budgétaire de cet automne, mais soient présents à celui programmé cet été, afin qu'ils présentent leur « *feuille de route* » pour les mois à venir.

A titre plus général, **FO Finances** a demandé que les modalités de la concertation soient revues, au vu des initiatives de ces derniers mois dans les directions et d'en finir avec des réunions se transformant pour la plupart du temps en « *salles d'enregistrement* » de décisions unilatérales de la part de l'administration.
FO Finances a demandé le respect d'un dialogue social structuré sur un schéma partant des directions générales avec une déclinaison locale, et non l'inverse.

Décision sur le devenir du PAS avant la fin de cette semaine .

FO Finances a rappelé que le dialogue social, à tous les niveaux, nécessite du temps et des moyens qui s'accordent mal avec une remise en cause du niveau des droits syndicaux actuels à Bercy.

Au regard du taux de participation et du bon déroulement des scrutins antérieurs, **FO Finances** a demandé que le ministre revienne sur la décision de mise en œuvre du vote électronique pour les prochaines élections professionnelles.
Une réponse rapide sur ce point est nécessaire.

Au-delà de l'écoute que nous avons cru percevoir du Ministre durant cette audience, reste à concrétiser sa volonté d'entendre les attentes des agents.
Comme il est de tradition, libre et indépendant, FO Finances défendra ses positions et revendications et portera son jugement sur les seuls actes du Ministre.
Ouvert à la concertation et à la négociation, mais prêt si nécessaire à l'action, tel demeure FO Finances.